

UN CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION ET LES MASS-MEDIAS

L'IMMRC (1) regroupe un centre de documentation, une bibliothèque et un collectif d'édition. L'objectif est de contribuer au développement d'une théorie et de pratiques de communications pour la gauche. Fondé en 1972 par Seth Sigelaub, ce centre diffuse et produit des textes d'orientation marxiste ou progressiste concernant tous les aspects de la communication et de la culture, en conservant une complète indépendance vis-à-vis de tout parti ou institution.

Dans la bibliothèque de centre de Bobigny, on peut avoir accès (sur rendez-vous) à plusieurs milliers de livres, brochures, revues, articles et manuscrits de gauche couvrant des sujets aussi variés que :

- la théorie marxiste de la communication
- la théorie de la culture et de la communication
- la presse, l'imprimerie, l'édition
- la radio
- la surveillance électronique
- le cinéma et la télévision
- l'informatique et les ordinateurs
- les satellites de télécommunication
- les communications internationales et l'impérialisme culturel
- la théorie de la communication et de la cybernétique
- etc.

en plus de sept langues concernant plus de 50 pays.



Se tenir informé des théories et pratiques culturelles et de communication exige un échange permanent d'informations émanant de chercheurs ou de militants de gauche de très nombreux pays ; c'est pourquoi le centre souhaite recevoir des références bibliographiques, des catalogues d'éditeur etc. Pour la bibliothèque, le centre recherche des écrits publiés ou non publiés sous forme d'exemplaires ou de photocopies.

L'IMMRC édite régulièrement une **bibliographie de base sur le marxisme et les mass-medias** et a publié en anglais un ouvrage de référence : « *Communication et lutte de classe* ».

Tome 1. Capitalisme et impérialisme 448 pages 120 F.

Tome 2. Libération et socialisme 448 pages 130 F.

(1) IMMRC (International Mass Media Research Center) 173 av. de la Dhuy 93170 Bagnolet. Tel. : Seth Sigelaub 360 56 90.



EAGLE DE TRACY KIDDER

Ce livre est à la fois un récit et un document. L'auteur a observé pendant plus d'un an la genèse d'un nouvel ordinateur (un super mini de 32 bits) par une équipe de recherche d'un constructeur, DATA GENERAL. Un peu technique mais pas rebutant même pour un non spécialiste, l'auteur tente avant tout de cerner les motivations des responsables du projet et des jeunes ingénieurs qui, sortis directement de l'Université se trouvent confrontés à la construction d'une nouvelle machine qui doit battre tous ses concurrents sur le marché. Pendant des mois, jour et nuit, à la limite de l'épuisement, l'équipe va relever un défi impossible.

Et le gagner !

En filigrane, on voit comment un constructeur, certes un des plus agressifs sur le marché du mini, tire le maximum de ses équipes de recherche : deux équipes sont en compétition sur le même projet, sans contact l'une avec l'autre ; elles doivent sans arrêt se battre pour obtenir les moyens nécessaires pour avancer dans leurs travaux. Les meilleures et les plus rapides gagneront, c'est-à-dire que leur prototype enrichira le catalogue de la DATA. La tension permanente, la lutte constante avec les autres services et le projet concurrent, voilà ce qui permet d'arracher le meilleur d'eux-mêmes aux techniciens et aux ingénieurs. Au risque évidemment de les briser définitivement. Mais naturellement, ceux-ci sont plus que consentants. Une jeune ingénieure qui se voit proposer à la sortie de l'Université non pas d'écrire quelques bouts de soft ou de bricoler quelques circuits intégrés, mais de participer à la construction d'une machine de pointe, même au prix d'un travail dément, peut-elle refuser ?

Le récit est authentique et je suppose que de telles méthodes de travail ont cours ailleurs, surtout quand une nouvelle firme doit s'imposer. L'intérêt de ce livre est de lever le voile sur les conditions de réalisation de certains projets informatiques, ce qui n'était guère connu au-delà de certains cercles de spécialistes.

J.V.

EAGLE de Tracy Kidder, traduction française éditée par Flammarion.



UNE SOCIÉTÉ INFORMATISÉE, POUR QUI ? POUR QUOI ? COMMENT ?

Tel était le titre des trois journées de réflexions à Namur les 21, 22, 23 mai 1982. Nous ne pouvons ici que renvoyer les personnes intéressées vers l'Institut d'Informatique des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur qui a édité aux Presses Universitaires de Namur les actes de ce Colloque. Plus de cinq cent pages regroupent les textes introductifs aux conférences et aux dix ateliers. Ils recouvrent l'ensemble du domaine Informatique et Société. Un autre volume est prévu, qui devrait regrouper les textes issus des divers ateliers.

Une très intéressante réunion, un document inégal mais qui comporte des textes originaux, des quatre coins de l'Europe.

Facultés N-D de la Paix
rue Grandgagnage
21 5000 Namur Belgique

**MJC, Syndicats,
groupes locaux
Associations
prenez
un abonnement-diffusion
(4 exemplaires de **TERMINAL**)
260 F**

CAHIERS GALILÉE (1)

Cette revue trimestrielle sur les « enjeux sociaux des sciences et des technologies » est éditée en Belgique par un groupe de l'Université de Louvain. La propos est sans ambiguïté : *puisque la science ne peut pas être indépendante de son contenu politique, il est clair que, pour changer le rôle social de la science, nous devons changer la société* » mais les réponses sont plus difficiles car il n'y a pas de société modèle.

Les questions posées à propos du nucléaire de la bio-technologie et des sciences en général sont celles que *Terminal* pose à l'informatique : « Jusqu'à quel point les idées et les techniques scientifiques transcendent-elles le système social dans lequel elles ont été produites ? Est-il possible de développer des technologies « non-exploitantes », qui ne réduisent pas l'homme au rôle d'accessories de la machine ? »

Les Cahiers Galilée appartiennent au mouvement des *Revue de Critique de la Science* qui réunit *Science For People* aux USA, *Radiel Science Journal* en Grande-Bretagne, *Weschel-Wirkung* en RFA, *Natur Kampen* au Danemark etc. Selon Bruno Vitale, ce courant mêle dans une dialectique complexe deux lignes d'orientation : *Mouvement de critique des sciences*, *Structure de services alternatifs*.

— La critique de la science (qui n'est pas pour autant un rejet de la science). La science n'est pas neutre, elle joue un rôle pertinent dans l'accumulation capitaliste et le contrôle social qu'elle confère aux classes dominantes. Cette ligne conduit à la critique et à la contestation. La science ne peut pas répondre aux problèmes des classes laborieuses. Et les scientifiques critiques s'interrogent sur leur rôle : s'opposer de l'intérieur, catalyser la conscience sociale de leurs collègues, bloquer, dénoncer, saboter certaines recherches. Cette science sans espoir risque de manquer de perspectives et de portée pratique.

— L'utilisation possible de la science dans des contextes spécifiques comme outil d'action dans les luttes contre les classes dominantes, comme outil concret et utile pour s'attaquer à la transformation de la réalité sociale. Ce savoir, à partir duquel on peut agir, « savoir fiable et collectif », devrait provenir de la rencontre entre, d'une part, l'ensemble la plus large des faits et des modèles connus, et d'autre part, les expériences et les aspirations des travailleurs et travailleuses.



Comme nos lecteurs auront pu le remarquer, la même dualité traverse le CIL.

Le N°49 des Cahiers Galilée fait le point sur ce débat, ouvre un dossier sur le « génie génétique » comme industrie de crise (Les gènes aux enchères) et publie un dossier sur la réorganisation du travail, par l'automatisation dans l'industrie automobile.

E. B.

(1) Cahiers Galilée c/o Janine Blampain
35 rue des Fusillés 1340 Ullignies Belgique
Chaque N° 80FB, abonnement 4 N° 350FB.

L'INVASION INFORMATIQUE

« Le cas de l'informatique est tout à fait typique. Fave à son invasion, la critique radicale marque le pas, indéniablement. Elle est prise entre deux logiques, séduisantes ailleurs mais inopérantes ici : le « pour ou contre », hérité du débat nucléaire, et le « petit contre gros » (small is beautiful, version belge), enraciné dans la conscience écologiste.

Curieusement, la critique de l'informatique est ainsi piégée dans une logique binaire. Il faut essayer d'en sortir, donc user des hypothèses nouvelles. En voici une, à débattre.

Comme nos lecteurs auront pu le remarquer, la même dualité traverse le CIL. Les pays développés, malades de surproductions et de surplus, cherchent des innovations qui leur permettent de fabriquer de nouveaux produits, de conquérir de nouveaux marchés. Or, il n'y a pas aujourd'hui d'ouverture de marchés nouveaux sans extension du règne de la marchandise. La micro-électronique s'étend ce règne à l'information et aux produits culturels, les biotechnologies l'élargissent aux espèces vivantes et à leur patrimoine génétique. Le phénomène baptisé « troisième révolution industrielle » pourrait être un seuil significatif et décisif dans les mécanismes de l'accumulation capitaliste : celle-ci se redéploierait vers des marchandises nouvelles, « immatérielles », l'information et le vivant. Cette hypothèse est intéressante, parce qu'elle est démythificatrice d'une certaine idée de la modernité des nouvelles technologies (1).

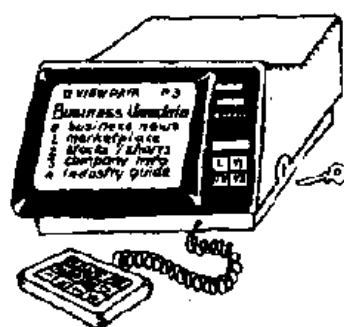
Le développement récent de la micro-informatique par exemple, participerait de cette extension du règne de la marchandise. C'est une perspective qui s'adapte particulièrement bien à la réponse néo-libérale face à la crise : les industries fleurissent grâce au « venture capital », des scientifiques sont achetés à prix d'or dans les universités, les politiques des États sont timides et inefficaces, quand elles ne sont pas complices. Vive le marché, vive la loi de la jungle !

Les pays développés, malades de surproductions et de surplus

Il y a ici quelque chose d'original, par rapport à des controverses comme le nucléaire. Peut-être celui-ci, comme la grosse informatique, serait-il un des derniers monstres technologiques de l'état keynésien, cette forme de capitalisme née avec la crise des années trente et s'appuyant sur un rôle actif de l'État auprès des sociétés privées : les réacteurs nucléaires et les gros ordinateurs ont besoin de commandes publiques et militaires, ils doivent être justifiés par la Raison d'État, ils peuvent faire l'objet de politiques scientifiques, ils appellent des investissements planifiés et sollicitent la protection des flics. Rien de tout cela n'est a priori nécessaire aux microprocesseurs, ni au génie génétique. Le contexte économique qui leur est le plus favorable est peut-être celui de la « déréglementation » que chérissent les Reagan, Thatcher et Gol !

Extrait de l'éditorial des Cahiers Galilée 1981.

(1) Sur les marchandises immatérielles, lire M. Cini, p. 75 à 88, dans *CRITIQUE RÉGIONALE* N°6 (1981) sur « Le mode de production des sciences ».



UNION FOR DEMOCRATIC COMMUNICATIONS

L'UDC est une association américaine qui réunit cent vingt militants, éducateurs, chercheurs, universitaires, producteurs de programmes sur des media communautaires, etc. Ce groupe se consacre à la critique des politiques de communications aux USA et à la production et distribution de media alternatifs pour permettre l'émergence d'un système de communications démocratiques aux USA.

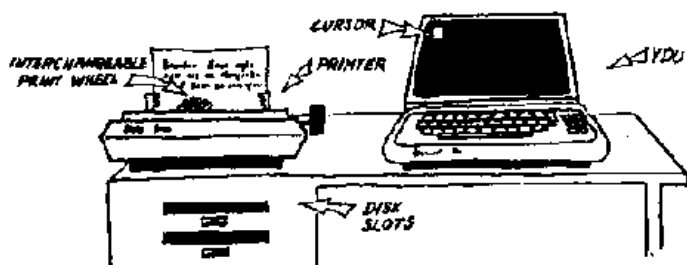
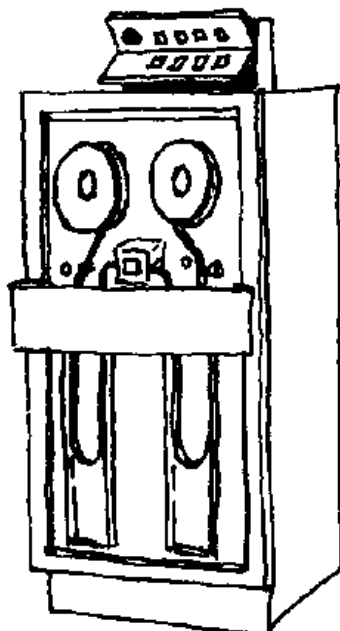
L'UDC organise une conférence critique sur les moyens de communication de masse et les nouvelles technologies : « Construire des Communications démocratiques » les 12, 13 et 14 novembre 1982 à la Maison internationale de Philadelphie aux USA (3701 Chestnut St. Philadelphie). Outre la présentation de films et de vidéogrammes sur les nouvelles technologies, différents thèmes seront traités dans des ateliers :

- Bâtir une théorie de communications démocratiques
- Politiques d'information et communication
- Industries des media et de l'information

- Production et distribution de media alternatifs.
- Alternatives et critique de l'utilisation des media dans le Tiers-Monde.
- Politique et économie de la télématique
- Les travailleurs et les media
- Culture populaire et idéologie
- Usages progressistes de l'informatique, alternatives.

Pour tout renseignement écrire à
Janet WASKO
C/o Dept of Radio TV-Film
Temple University
Philadelphia PA 19122.

(1) UDC C/o KAREN PAULSELL
NYU/TITP 725 Broadway
4th Floor New-York NY 10003.



L'Association pour le droit à l'information économique (1) organise les 27 et 28 novembre 1982 un Colloque Villa Montsouris Paris 14^e

CONQUERIR LE DROIT A L'INFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

L'information économique et sociale joue un rôle croissant dans le fonctionnement de la société française. L'extension de l'appareil statistique, le développement des organismes d'étude et de prévision, l'introduction de l'enseignement économique et social dans le secondaire, le caractère de plus en plus économique du débat politique national et local, les transformations dans l'enjeu des conflits sociaux et les modalités de la négociation sociale en sont autant de signes et d'aspects.

Les transformations sociales en cours depuis le 10 mai (planification, décentralisation, développement de la négociation sociale, droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise) posent en des termes renouvelés les questions de la production et de la circulation des informations nécessaires à l'alimentation des décisions de politique économique et sociale et des négociations du débat démocratique.

Il existe un droit de l'information économique et sociale (non unifié), secret des affaires, secret statistique, réglementation des sondages, protection des personnes (CNIL), règles déontologiques pour certaines professions (experts-comptables, journalistes). Quelle appréciation peut-on porter sur ce droit ? Que garantit-il ? Que protège-t-il ? Quelles sont les conceptions de l'information et de son rôle sous-jacentes à ces règles de droit ? A quoi font-elles obstacle ? Y a-t-il contradiction entre besoins d'information et protection des personnes physiques ou morales ?

Le partage marchand/non marchand dans la production et la circulation de l'information économique et sociale : vers une extension de la sphère marchande (banque de données, agences de presse) ? Quelles en seraient les implications ? L'accès à l'information sera-t-il déterminé de plus en plus

par la solvabilité de la demande ? Peut-on à l'opposé définir de manière générale ou discriminante les conditions d'accès à l'information des différents acteurs sociaux ?

L'internationalisation de l'information économique et sociale (agences de presse, banques de données) : les questions du nouvel ordre international de l'information.

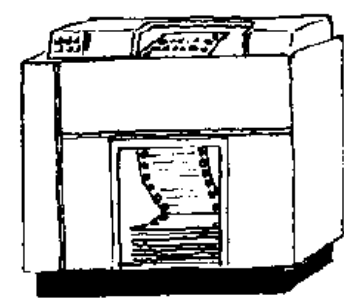
(1) DIES 340 rue St Jacques
75005 Paris

PROLOS-ROBOTS de Michel Kamps

Analyses et réflexions d'un ancien ouvrier-cableur sur l'automatisation dans les entreprises et ses conséquences pour les travailleurs : réduction d'emplois, intensification et déqualification du travail, dégradation des conditions de travail.

Pour Michel Kamps, l'introduction des robots dans les usines va conduire inéluctablement à la robotisation des travailleurs : prolos-robots...

Les stratégies patronales sont analysées sans complaisance mais sont traitées aussi, sans ménagement, les appareils syndicaux et leurs « bureaucrates ». Car l'auteur se place d'emblée sur un terrain révolutionnaire et là, réformistes et socio-démocrates de tous poils n'ont pas leur place !
PROLOS-ROBOTS, 60 pages, 15 F à commander à Michel BÉSSON BP 3 44230 St Sébastien sur Loire.



Une bonne affaire :
La collection complète
de Terminal
8 numéros
70 F + 3 F d'envoi
au lieu de 110 F



PARTICIPATION DES SALARIÉS À LA DÉFINITION DES POLITIQUES INDUSTRIELLES

Il n'existe pas en France de pôle de réflexion reconnu dans l'institution, sur les pratiques ouvrières de contre-propositions industrielles. Or, face aux menaces grandissantes sur l'emploi, face aux politiques patronales qui usent des « technologies nouvelles » pour accroître la productivité en déqualifiant et en limitant le facteur humain, voire en aggravant son exploitation et son contrôle, il existe des orientations différentes. Celles-ci sont le fait de groupes travailleurs et de syndicats de salariés de l'industrie. Dans un débat national sur l'avenir de l'appareil productif, et dans un souci qui devrait être celui d'un gouvernement de gauche, de favoriser la créativité et la participation ouvrière dans ce contexte de changement, ces initiatives devraient être mieux connues, appréciées, voire suscitées et développées.

Ceci d'autant plus que dans la crise économique et sociale que traverse notre pays, des contributions proposant des alternatives originales, liant la recherche d'emplois à la définition de nouveaux produits, de nouvelles filières de production socialement utiles et porteuses d'un rapport au travail plus humain, peuvent ouvrir des perspectives insoupçonnées. À moyen ou long terme. Seule une attitude technocratique ou étroitement utilitariste, dénie la possibilité à la réflexion collective des travailleurs intéressés, d'aboutir à de véritables solutions viables et profondément innovantes.

Or, toute une expérience s'est développée depuis une dizaine d'années sur ces questions. En Grande-Bretagne, notamment, les « *combine committees* », ce la Lucas, de Vickers, de Dunlop, etc ont maintenant toute une histoire derrière eux de propositions industrielles, visant à sauvegarder les emplois et les qualifications, par des plans de productions alternatifs. En France plus isolément, des syndicats, des travailleurs, ont réalisé d'importantes démarches, dans la sidérurgie, dans l'automobile, dans la chimie, dans la machine-outil, dans l'instrumentation scientifique. D'autres expériences ont eu lieu aux USA, en Suède, en Alle-

magne, en Italie. Tout ceci mérite d'être traduit, connu, étudié, approfondi, transmis.

C'est pourquoi, quelques chercheurs, journalistes, syndicalistes proposent la création d'un collectif d'initiative sur ces problèmes. Celui-ci se donnerait pour objet, d'informer tous les mouvements et les personnes intéressées par les expériences existantes, en traduisant et en faisant circuler la documentation, en faisant venir des intervenants actifs sur des questions dans leur pays ou leur usine.

Pour toute correspondance,
M. NAJMANN
102 rue Ménilmontant
75020 Paris

ISRG NEWSLETTER

Le groupe de recherche sur les systèmes d'information de l'école d'économie et d'administration de Copenhague animé par Niels Bjørn-Andersen vous communique quelques informations sur son activité récente et ses projets de recherche d'orientation socio-technique :

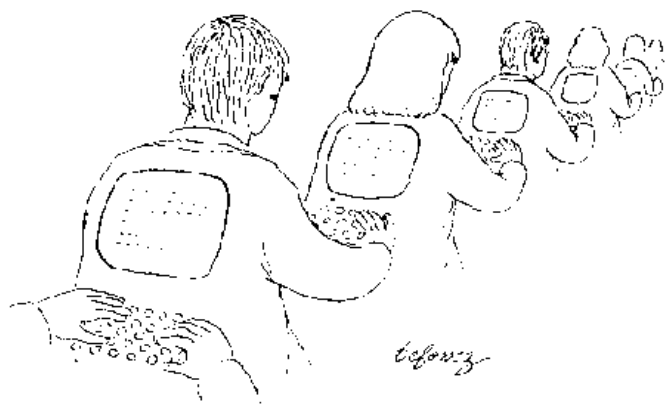
— sur la mise en œuvre de systèmes informatiques dans les bibliothèques de recherche danoises (Suzan Nielsen)

— sur la microélectronique et les structures des qualifications dans le cadre d'une recherche financée par la CEE (Michael Trassberg)

— sur un programme d'évaluation technologique de l'informatisation du département des journaux officiels et publication du gouvernement

Le groupe reçoit aussi des stagiaires étrangers et organise des conférences sur les conséquences sociales de l'informatisation tout en prenant une part très active à de nombreuses conférences internationales. Pour ceux qui veulent prendre contact avec ce haut lieu de l'expérience scandinave de la conception participative des systèmes informatiques dans le cadre d'un rôle actif des organisations syndicales, il convient d'écrire à ISRG NEWSLETTER :

The Copenhagen School
of Economic and Business
Administration Jul. Thomsens
Plad 10 DK 1926 København
Tel : 013960000.



COURRIER DES LECTEURS

Depuis une récente découverte (à Namur !) de votre *Terminal*, je me permettais de vous mettre un mot pour vous féliciter et vous encourager de tout cœur : votre entreprise est exactement celle que je souhaitais, pour renouveler enfin nos réflexions et nos actions dans ces domaines, depuis dix ans ! Pour m'être — magistralement — cassé les dents dans mes tentatives de lente transformation des appareils, incapables décidément de supporter le non-conformisme, je devine l'énergie que vous devez consacrer à ce projet... et je crois qu'il faut que nous soyons quelques uns à vous le dire : ça compte pour le moral !!!

J.L.M. Aix en Provence

Lecteur attentif de votre revue depuis sa parution, je tiens à vous signaler mon total soutien à votre initiative. Son utilité est triple :

— à titre personnel, professionnel et syndical, elle constitue un outil d'information, d'éveil, de réflexion et de débat au sein du centre informatique de l'INSEE où je travaille comme programmeur-pupitre et où je suis délégué syndical.

— à titre universitaire, dans le cadre d'un deuxième cycle de sciences sociales appliquées au travail, elle a constitué une référence utile et appréciée par les travailleurs sociaux et les informaticiens

de mon groupe faisant état de leur expérience au cours de deux exposés portant sur « Informatique et liberté publiques » et « Informatique et libertés du travail »

— dans le cadre du mandat syndical de secrétaire général de l'UD Finances Nord : nous regroupons des sections syndicales comportant aux Impôts, sonarres, trésor, INSEE, Banque de France, Crédit d'équipements des Petites et moyennes entreprises, Redevances (ex ORTF) des centres informatiques et des ateliers de saisie et de dactylographie. Dépassant la réflexion sur les conditions de travail, nous commençons à nous interroger sur l'organisation du travail, l'intervention directe des personnels et des usagers dans les choix et les exploitations informatiques ainsi que la mise en place des systèmes. Ayant une conception unitaire de l'action syndicale, échanges de vue et actions ont lieu avec la CFDT notamment. Dès que l'occasion se présente : contacts individuels, réunions ou stages, j'essaie de promouvoir votre revue en donnant vos coordonnées, des tirés-à-part ou des synthèses de dossiers parus.

En lisant le courrier des lecteurs de ce dernier numéro, j'apprends qu'un groupe CIL s'est constitué sur Lille. Pourriez-vous m'en donner les coordonnées pour un premier contact. Nous nous ferions un plaisir d'y participer.

C.D.R. CGT Lille